

discipline touchant le recours aux subventions directes ou indirectes, de façon à améliorer les modalités de la concurrence et de rendre ainsi le commerce plus ouvert.

Le leadership dont a fait preuve le Canada à Tokyo et par la suite, a aidé à faire inscrire l'agriculture à l'ordre du jour du GATT. Un autre facteur important a été l'initiative de plusieurs pays agricoles, dont le Canada, qui désiraient s'organiser avant le GATT, afin de contrebalancer, par le jeu du poids collectif, l'immense pouvoir de la Communauté européenne, des États-Unis et du Japon. Ces pays sont le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, Fiji, la Hongrie, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et l'Uruguay. Nous nous considérons tous comme des exportateurs loyaux dans le domaine de l'agriculture. Nous sommes tous aussi victimes de la guerre commerciale que des économies géantes montent et soutiennent.

Les représentants de plusieurs de ces pays se sont réunis en Thaïlande en juillet dernier. Vint ensuite, à la fin août, une réunion tenue à Cairns, en Australie, où Charlie Mayer représentait le Canada. L'approche commune adoptée à Cairns s'est répercutée dans les négociations du GATT en Uruguay. L'esprit de collaboration qui a régné entre nous cette semaine-là en Uruguay a permis d'effectuer une percée historique sur le front du commerce des produits agricoles.

Mais porter l'agriculture à l'ordre du jour du GATT représente seulement un premier pas, même important. Le processus du GATT est lent, et ni les agriculteurs, ni les gouvernements ne peuvent attendre plus longtemps. Nous entendons accélérer ce processus. Hier, au cours du déjeuner qui a eu lieu au 24 de la promenade Sussex, le premier ministre, le président des États-Unis et leurs principaux ministres ont discuté des préparatifs du prochain Sommet économique. Deux questions ont dominé l'ordre du jour. L'une était naturellement l'Afrique du Sud. L'autre était l'agriculture, le premier ministre obtenant l'accord du président Reagan pour qu'elle soit de nouveau sur le tapis au Sommet économique de Venise. C'est là un forum de haut niveau, où nous continuerons de faire pression sur les puissances industrielles qui alimentent la guerre commerciale.

Le mois prochain, le groupe de Cairns se réunira de nouveau, cette fois au Canada. Ma collègue, le ministre du Commerce extérieur, M<sup>me</sup> Pat Carney, a invité les ministres de ces treize pays à se réunir afin que nous